



**PRÉFET
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer
Service police de l'eau et
des milieux aquatiques**

Arrêté n°2023-40900296 portant modification de l'arrêté préfectoral n°40-2011-00115 du 29 avril 2013 concernant un plan d'eau au lieu dit «Bernets» sur la commune de Saint-Lon-les-Mines,

**La préfète,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 181-12 à L. 181-15, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56,

VU le code civil, et notamment ses articles L. 1382, L. 1383, L. 1384, L. 1386, L. 1792 et L. 2270 portant sur la responsabilité du propriétaire d'un ouvrage,

VU le décret du 12 janvier 2022 portant nomination de Madame Françoise TAHÉRI, préfète des Landes,

VU le décret du 2 mars 2023 portant nomination de Madame Dominique PEURIERE, sous-préfète chargée de mission auprès de la préfète des Landes,

VU l'arrêté du préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute-Garonne, préfet coordonnateur de bassin Adour-Garonne en date du 10 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour Garonne,

VU l'arrêté préfectoral n°40-2011-00115 du 29 avril 2013 portant compléments à l'autorisation reconnue au titre de l'article L. 214-6 III du code de l'environnement concernant un plan d'eau au lieu-dit « Bernets » à Saint-Lon-les-Mines,

VU l'arrêté préfectoral du 21 avril 2023 donnant délégation de signature à Madame Dominique PEURIERE, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Landes,

VU le plan topographique du barrage établi par un géomètre le 26 août 2023,

VU le courrier adressé le 26 septembre 2023 par lequel le pétitionnaire a été invité à faire valoir ses observations au projet d'arrêté qui lui a été transmis,

CONSIDÉRANT que la hauteur du barrage est de 9,39 m et que la capacité de stockage est de 15 153 m³ d'après le rapport du géomètre,

CONSIDÉRANT que le barrage ne doit pas être classé en C au titre de l'article R. 214-112 du code de l'environnement, en raison du coefficient $H^2 \times V^{0,5}$ inférieur à 20,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de modifier l'arrêté préfectoral n°40-2011-00115 du 29 avril 2013,

SUR PROPOSITION de la secrétaire générale de la préfecture des Landes,

ARRÊTE :

Article 1

La rubrique 3.2.5.0 du tableau figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°40-2011-00115 susvisé est supprimée.

Article 2

L'article 2 de l'arrêté préfectoral n°40-2011-00115 du 29 avril 2013 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 2 - rappel des caractéristiques du plan d'eau

Commune	Saint-Lon-les-Mines
Lieu-dit	Bernets
Coordonnées RGF93	X = 366723 m et Y = 6290631 m
Parcelle cadastrale	Section AP, parcelles n° 55, 105, 106, 107 et 152
Superficie en eau	4930 m ²
Hauteur du barrage	9,39 m
Volume retenu	15 153 m ³
Cote de retenue pleine	89,45 m NGF
Cote du la crête du barrage	89,65 m NGF
Évacuateur de crue	Conduite en fonte d'un diamètre 200 mm
Dispositif de vidange	Fossé enherbé en rive gauche du remblai

La compatibilité de ces caractéristiques techniques avec la protection des biens et des personnes en aval de l'ouvrage reste sous la responsabilité du pétitionnaire. Le pétitionnaire doit être propriétaire des terrains. Dans le cas contraire, le pétitionnaire doit disposer du droit accordé par le ou les propriétaires d'y exploiter l'ouvrage. »

Article 3 - prescriptions relatives au classement du barrage

Les articles 3 et 4 de l'arrêté préfectoral n°40-2011-00115 susvisé sont supprimés.

Article 4 - prescriptions relatives à la vidange

Le troisième paragraphe de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n°40-2011-00115 susvisé est remplacé par le paragraphe suivant :

« Le pétitionnaire est autorisé à vidanger le plan d'eau selon les modalités suivantes :

- opérations de vidange :

- 1/ le service chargé de la police de l'eau doit être informé au moins quinze jours à l'avance de la date du début de la vidange,
- 2/ la vidange n'est réalisée qu'entre les mois de septembre et décembre afin de limiter les incidences sur les populations piscicoles,
- 3/ un filtre à sédiment est mis en place pour limiter les départs de sédiments dans le cours d'eau en aval,
- 4/ la vidange doit être lente et progressive, sans à-coups hydrauliques. L'abaissement du plan d'eau peut être limité à 30 cm par jour et il peut être diminué pour la vidange du culot,

- opérations de récupération des espèces animales :

- 5/ les poissons, crustacés et grenouilles présents dans le plan d'eau doivent être récupérés et relâchés dans une eau libre. Ceux appartenant aux espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques définies par l'article R. 432-5 du code de l'environnement ou ne figurant pas dans la liste des espèces représentées dans les eaux visées à l'article L. 432-10 du code de l'environnement définies par l'arrêté du 17 décembre 1985, sont détruits sur place.
- 6/ les modalités de récupération et de transport du poisson doivent être adaptées (nombre d'opérateurs, matériels adaptés pour la pêche et le transport, etc.) Ces opérations doivent être réalisées par des personnes qualifiées.

- opérations de remplissage :

- 7/ le service chargé de la police de l'eau doit être informé au moins quinze jours à l'avance de la date de la remise en eau,
- 8/ la remise en eau est interdite du 15 juin au 30 septembre
- 9/ durant le remplissage, le débit défini à l'article 6 du présent arrêté doit être maintenu dans le cours d'eau afin de garantir la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans les eaux »

Article 5 - prescriptions relatives à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978

L'article 15 de l'arrêté préfectoral n°40-2011-00115 susvisé est complété par le paragraphe suivant :

« Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction du dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, le pétitionnaire bénéficie d'un droit d'accès et de rectification des informations qui le concerne. S'il désire exercer ce droit et obtenir une communication des informations le concernant, il adresse un courrier au guichet unique de police de l'eau de la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) des Landes. »

Article 6 - autres réglementations

Les autres articles de l'arrêté préfectoral n°40-2011-00115 susvisé sont inchangés.

Article 7 - publication et information des tiers

Une copie du présent arrêté sera affichée dans la mairie de la commune de Saint-Lon-les-Mines pendant une durée minimale d'un mois.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes. Il sera mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture des Landes pendant une durée minimale de six mois.

Article 8 - exécution

- La secrétaire générale de la préfecture des Landes,
 - le maire de la commune de Saint-Lon-les-Mines,
 - la directrice départementale des territoires et de la mer des Landes,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mont-de-Marsan, le 06 NOV. 2023

Pour la préfète,
la sous-préfète chargée de mission,
secrétaire générale adjointe

Dominique PEURIÈRE

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique, le Ministre chargé de la transition écologique ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).